

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT- SEF 2026 – 494 EN DATE DU 04 AOÛT 2026
PORTANT SUR LES NIVEAUX DE SÉCHERESSE ET LES RESTRICTIONS DE L'USAGE DE L'EAU
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE**

Le Préfet de la Haute-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-1, L 211-3, L 214-7, L 214-18, L 215-12 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Yvan CORDIER en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2022-629 du 19 octobre 2022 définissant le cadre d'intervention pour faire face à un épisode de sécheresse dans le département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté de la préfète de région Centre Val de Loire, coordinatrice du bassin Loire-Bretagne, du 29 août 2024 fixant les orientations pour la mise en oeuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU la demande du préfet coordinateur du bassin Loire-Bretagne en date du 31 juillet 2026 de placer l'axe Loire et l'axe Allier au niveau de gravité «ALERTE RENFORCÉE» ;

CONSIDÉRANT que les débits mesurés par les stations hydrométriques de référence connaissent des baisses importantes atteignant pour certains seuils le niveau «crise»;

CONSIDÉRANT que les prévisions météorologiques pour le département de la Haute-Loire ne prévoient pas de pluviométrie conséquente et durable ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

Les niveaux de sécheresse des zones du département de la Haute-Loire sont arrêtés comme suit :

ZONE	NIVEAU
1 - Lit mineur Allier et 100 m des deux berges	Alerte Renforcée
2 - Allier aval	Alerte
3 - Allier moyenne	Alerte
4 - Allier amont	Alerte
5 - Allagnon	Crise
6 - Lit mineur Loire et 100 m des deux berges	Alerte Renforcée
7 - Loire aval	Alerte
8 - Loire moyenne rive gauche	Alerte
9 - Loire moyenne rive droite	Alerte
10 - Haut-Lignon	Alerte
11 - Borne	Alerte
12 - Loire amont	Alerte
13 - Dorette	Crise

La localisation des zones figure à l'annexe 1 du présent arrêté. L'annexe 3 présente par bassin versant le niveau de restriction sécheresse.

Les mesures de restrictions des usages de l'eau, définies sur la base de l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2022-629 du 19 octobre 2022 et du canevas des mesures de restriction du bassin, figurent à l'annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié dans la presse locale sur les réseaux sociaux, et affiché à la préfecture, dans les sous préfectures et dans les mairies du département.

ARTICLE 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente autorisation est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal peut être saisi depuis l'application Télérecours citoyen accessible depuis le site internet <https://www.telerecours.fr>.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Haute-Loire ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre dans le délai imparti pour

l'introduction d'un recours contentieux. Un tel recours interrompt le délai de recours contentieux, conformément à l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif. Le défaut de réalisation d'une telle formalité aura pour effet, selon le cas, de ne pas proroger le délai du recours contentieux ou de rendre irrecevable le recours contentieux.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, le sous-préfet d'Yssingaux, le sous-préfet de Brioude, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Le préfet,

Yvan CORDIER

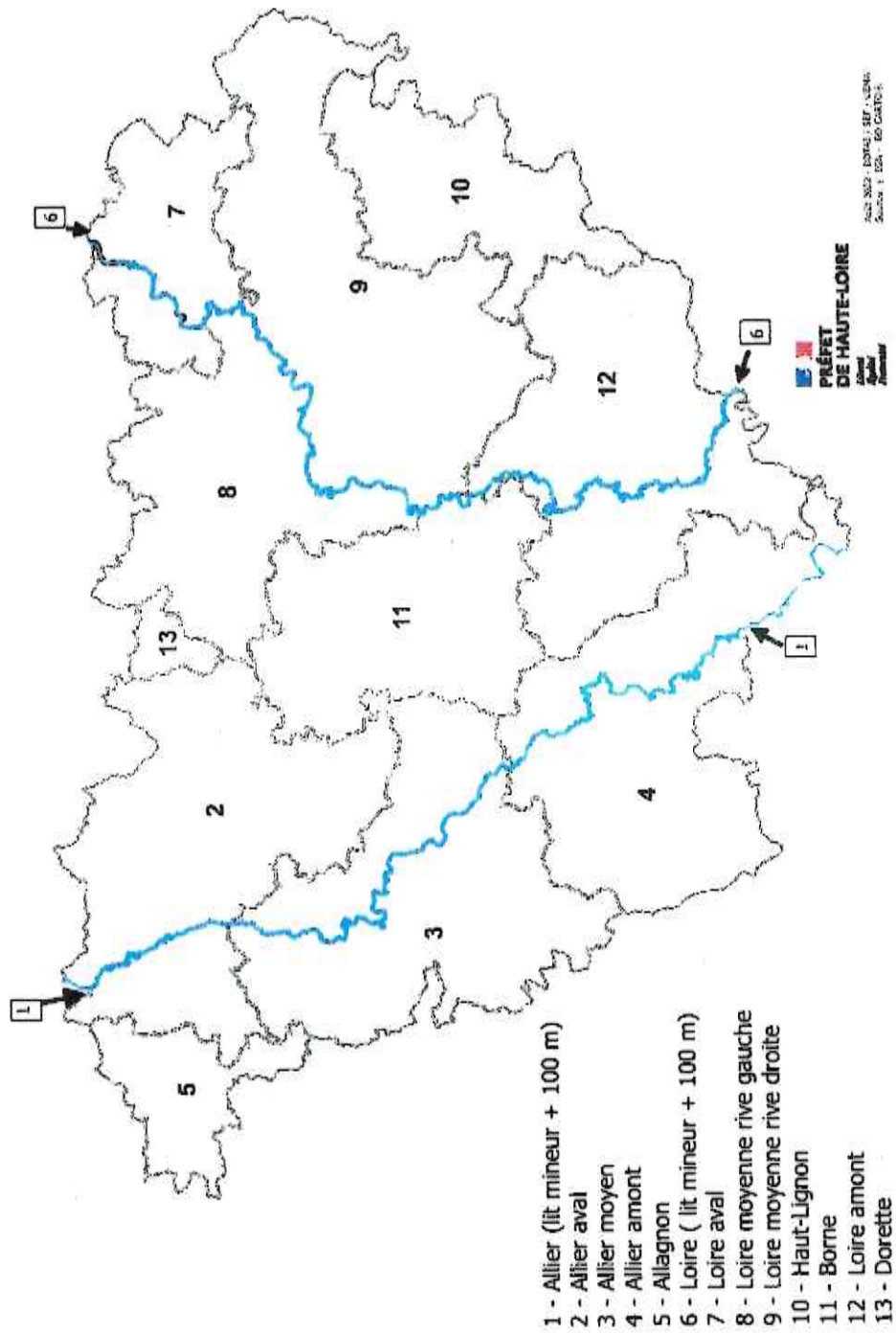
Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

ANNEXE 1

Carte des zones géographiques

ANNEXE 1 : Carte des zones d'alerte



ANNEXE n°5 – MESURES DE RESTRICTION DES USAGES DE L'EAU

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les mesures du présent arrêté, s'appliquent dans les limites départementales :

- à tous les écoulements d'eau superficiels, les cours d'eau et leurs nappes d'accompagnement,
- à toutes les bornes d'eau, plans d'eau, mares, étangs, lacs, sources, ...
- à toutes les fontaines, bords de puits, lavoirs,
- à tous les puits, forages et autres dispositifs de prélèvement dans les eaux souterraines,
- au réseau d'eau potable

Les mesures du présent arrêté ne s'appliquent pas pour :

- les rejets d'eau non connectés au cours d'eau, dont le remplissage a été effectué entre le 1^{er} mars avec la possibilité étendue du 1^{er} avril au 31 mai de prélever ces eaux de ruissellement lors des épisodes pluvieux (après validation préalable du CRE) ;
- les réserves d'eau pluviale collectée et stockée à partir de surfaces imperméabilisées et stockées dans des aménagements réguliers ;

En tout état de cause, les mesures de restriction ne s'appliquent pas aux usages de l'eau réalisés dans le cadre de la sécurité publique (lutte contre l'incendie en particulier) ou pour des impératifs sanitaires.

USAGES		1 - VIGILANCE	2 - ALERTE	3 - ALERTE RENFORCÉE	4 - CRUE
Activités privées domestiques et collectives	Arrosage des espaces verts, jardins d'agrément publics ou privés, massifs fleuris, jardinières, pelouses (hors terrain de sport)	Pas d'interdiction Information des usagers sur la situation "cyclotage"	Interdit		Interdit
	Arrosage des jardins potagers	Recommandations auprès des particuliers et des acteurs économiques.	Interdit de 8h à 20h	Autorisé uniquement de 20h à 22h	
	Arrosage des terrains de sport, pistes équestres (carrère et manège)	Les gestionnaires d'un réseau de distribution d'eau potable redoublent de vigilance sur la situation de leur ressource en eau.	Interdit de 08h à 20h	Autorisé uniquement de 21h à 22h	
	Lavage des véhicules à titre particulier hors installations professionnelles	Interdit à titre privé à domicile	Interdit		
	Lavage de véhicules par : les entreprises professionnelles ou par les collectivités		-sauf si signalisé avec du matériel haute pression et avec une station équipée d'un système de recyclage de l'eau, -sauf si impératif de santé ou de sécurité publique		
			Si la station de lavage n'est pas équipée d'un matériel haute pression et d'un système de recyclage de l'eau - obligation de mise en place d'un affichage bien visible informant que seuls les véhicules prioritaires peuvent être lavés en raison de la "mise sèche" - mise en place de cône de signalisation.		

USAGES		1 - VIGILANCE	2 - ALERTE	3 - ALERTE RENFORCEE	4 - CRISE
Activités privées domestiques et collectives	Lavage et nettoyage des façades, toitures, sols, trottoirs, parking, terrasses et autres surfaces imperméabilisées		Interdit sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnelle	Interdit sauf exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité publique, réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnelle	
	Alimentation des fontaines publiques ou privées (lavoirs)		Interdit sauf fontaines en circuit fermé		
Activités privées de particuliers ou activités des collectivités	Remplissage des piscines publiques ou privées recevant du public (ERP)		Renouvellement, remplissage et vidange soumis à autorisation de l'ARS		
	Remplissage des piscines individuelles		Interdit sauf première mise en eau des bassins en construction et remise à niveau	Interdit	
	Manœuvre des bouches/bornes incendie	Pas d'interdiction Information des usagers sur la situation hydrologique.	Interdit	sauf pour la défense contre les incendies, les exercices de sécurité indispensables et le remplissage de réserves pour la lutte contre les incendies	
	Remplissage de plan d'eau, d'étangs privés ou publics, bassins d'agrément de loisirs	Recommandations auprès des particuliers et des acteurs économiques.	Interdit à l'exception des plans d'eau autorisés en travers de cours d'eau ou par prélèvement en dérivation d'un cours d'eau Un arrêté spécifique l'autorise. Cette disposition ne remet pas en cause le respect du débit réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-6 du Code de l'environnement	Interdit	
	Vidange de plan d'eau, d'étangs privés ou publics, bassins d'agrément.	Les gestionnaires d'un réseau de distribution d'eau potable redoublent de vigilance sur la situation de leur ressource en eau.	Interdit		
	Prélèvement en cours d'eau		Interdit sauf dans le cadre des prescriptions d'un arrêté spécifique d'autorisation de prélèvement pour approvisionnement du bétail et usage domestique pour arrosage des potagers (inférieur à 200 m³ par an) avec un arrosage possible de 20h à 8h	Interdit sauf pour approvisionnement du bétail et usage domestique pour arrosage des potagers (inférieur à 1000 m³ par an) avec un arrosage possible de 20h à 22h	
Alimentation en eau potable des populations		Sans interdiction			

USAGES		1- VIGILANCE	2-ALERTE	3 -ALERTE RENFORCEE	4- CRISE
Activités professionnelles, commerciales, artisanales, industrielles, hors activités agricoles	Arrosages des terrains de golfs	Pas d'interdiction Information des usagers sur la situation hydrique Recommandations aux acteurs économiques Les gestionnaires d'un tes de distribution d'eau potable redoublent de vigilance sur la situation de leur ressource en eau.	Interdit sauf les greens et départs de 20h à 5h Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées Pour les usages économiques, la réduction de 25% des prélèvements est recherchée	Interdit sauf les greens et départs de 2h à 7h Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées Pour les usages économiques, la réduction de 50% des prélèvements est recherchée	Interdit Interdit
	Usages industriels, artisanaux ou commerciaux ICPE			Sont exemptés de ces mesures : - les activités industrielles commerciales et artisanales ICPE alimentées par le réseau d'eau potable et consommant moins de 7000 m³/an ; - les établissements disposant d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions spécifiques relatives aux économies d'eau à mettre en œuvre en situation de sécheresse ; - les établissements devant démontrer que leur consommation en eau a été réduite à une consommation minimale via un plan d'économie d'eau (plan démontrant la mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces éléments doivent être mis à la disposition de l'autorité compétente (la DREAL ou la DDETSPP) pour validation dans le cadre de l'arrêté d'autorisation de l'ICPE. - les usages liés aux obligations sanitaires ou de sécurité publique	
	Usages industriels, artisanaux ou commerciaux hors ICPE			Pour les usages économiques, la réduction de 25% des prélèvements est recherchée. Sont exemptés : - les activités industrielles commerciales et artisanales alimentées par le réseau et consommant moins de 7000 m³/an ; - les établissements pouvant prouver que les besoins en eau ont été réduits au minimum via un plan d'économie d'eau délivré à l'autorité administrative - les usages liés aux obligations sanitaires ou de sécurité publique	Interdit
	Installations de production d'électricité d'origine hydraulique		Respect du règlement d'eau et respect du débit réservé à laisser en tout temps à la rivière (L214-19-II)		

USAGES		1 - VIGILANCE	2 - ALERTE	3 - ALERTE RENFORCÉE	4 - C.P. 31
Activités autres	Rejets		Les rejets ne doivent pas impacter le milieu et la survie des espèces piscicoles. Ils doivent respecter les normes environnementales et les dispositions spécifiques qui peuvent être prises pour préserver le milieu.		Arrêt de tous les rejets non nécessaires à la sécurité ou la salubrité publique et ayant un impact significatif sur les milieux.

USAGES		1 - VIGILANCE	2 - ALERTE	3 - ALERTE RENFORCÉE	4 - C.P. 31
Activités agricoles	Irrigation des grandes cultures, cultures légumières de plein champ et prairies temporaires (y compris les cultures maraîchères, fruitières florales et pépinières ne disposant pas de système d'irrigation localisée)	Pas d'interdiction	Interdiction entre 10h et 18h	Interdiction entre 8h et 20h	Interdiction
	Irrigation des prairies naturelles	Information des usagers sur la situation hydrologique	Interdiction entre 8h et 20h	Interdiction	Interdiction
	Irrigation des cultures maraîchères, fruitières florales et pépinières avec système d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspiration)	Recommandations auprès des acteurs économiques.	Sans interdiction	Sans interdiction	Interdit de 8h00 à 20h00
	Remplissage de plans d'eau, d'étangs à des fins agricoles (par cours d'eau)	Les gestionnaires d'unités de distribution d'eau potable redoublent de vigilance sur la situation de leur ressource en eau.	Interdit à l'exception : - des piscicultures de production relevant du code de l'environnement ou prévu par prescriptions spéciales pour les plans d'eau - des plans d'eau autorisés en travers de cours d'eau ou par prélèvement en déviation d'un cours d'eau si un arrêté spécifique l'autorise pour ces conditions de débits	Interdit à l'exception : - des piscicultures de production relevant du code de l'environnement - des plans d'eau autorisés en travers de cours d'eau ou par prélèvement en déviation d'un cours d'eau si un arrêté spécifique l'autorise pour ces conditions de débits	Interdit à l'exception : - des piscicultures de production relevant du code de l'environnement - des plans d'eau autorisés en travers de cours d'eau ou par prélèvement en déviation d'un cours d'eau si un arrêté spécifique l'autorise pour ces conditions de débits
Abreuvement du bétail			Sans interdiction	Sans interdiction	Cette disposition ne remet pas en cause le respect du décret réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-18 du Code de l'environnement.

ANNEXE n°5 – Niveaux de restriction en vigueur

Département de la Haute-Loire **Niveau de restriction sécheresse par bassin versant - 03 août 2026**

